

Note loi sécurité globale

La coordination Stoploisécuritéglobale est constituée de plus de 70 organisations dont des syndicats professionnels de journalistes avec le SNJ CGT, des associations des droits humains, des confédérations dont la CGT, des professions de l'image, des collectifs de familles victimes de violences policières.

Elle continue à œuvrer pour construire différentes initiatives, expressions argumentées et outils à disposition du public, pour obtenir la suppression des mesures liberticides contenues dans le projet de loi de sécurité globale et dans le schéma national du maintien de l'ordre (SNMO).

Une note DLAJ a déjà été envoyée aux organisations de la CGT concernant le projet de loi liberticide « sécurité globale ». A ce jour, il a été adopté par l'assemblée nationale le mardi 24 novembre 2020. Une nouvelle lecture est donc prévue au Sénat fin janvier.

Concernant le SNMO, il a été rédigé dans l'opacité, sans réelles concertations. Ainsi, le SNMO entérine les pratiques de maintien de l'ordre à l'œuvre depuis de nombreuses années, qui ont fait des milliers de blessé-es chez les manifestant-es et des blessé-es aussi chez les forces de l'ordre. Malgré les demandes des institutions internationales, des ONG ou de la Défenseure des droits, malgré les différents recours d'organisations syndicales et associatives dont la CGT, l'utilisation des armes dangereuses et mutilantes n'est pas remise en cause par le Gouvernement. Ainsi grenades explosives, grenades de désencerclement, LBD 40 sont toujours partie intégrante de l'équipement des forces de l'ordre. Il porte également atteinte à la liberté de manifester, en confortant le principe de la technique de la nasse. Ce SNMO sanctuarise une approche répressive des manifestations, où l'usage de la force est central, à l'opposé des pratiques de dialogue et de désescalade que d'autres polices européennes déploient pour faire baisser les violences en manifestation.

Ces dispositifs répressifs, comme les fichages des militant-es ou plus largement de la population avec une collecte d'informations multiples dont l'appartenance syndicale et les opinions politiques, sont des outils à la main d'un gouvernement de plus en plus autoritaire, adoptés dans l'urgence, sans souci du respect des droits humains. Ils semblent répondre simplement à une volonté de généraliser une surveillance accrue et massive de la population, d'empêcher les professionnels de la presse et de l'image d'exercer leurs missions d'analyses et d'information, d'empêcher les salarié-es, les privé-es d'emploi et les retraité-es de s'organiser pour défendre leurs intérêts, pour conquérir de nouveaux droits et garanties sociales.

C'est pourquoi la CGT est active, partie prenante au sein de la coordination Stoploisécuritéglobale.

Cette coordination a d'ores et déjà acté de futures manifestations, mobilisations et marches les 16 et 30 janvier. Ces initiatives doivent pouvoir être débattues et organisées sur tout le territoire.

Au sein de la coordination nationale, le souhait de pouvoir multiplier des coordinations ou déclinaisons locales composées des organisations syndicales et associatives territoriales a été acté collectivement. Aussi afin de fluidifier la circulation des informations et de permettre une organisation efficace et synchronisée sur tout le territoire, **une liste de référent-es issus des territoires et des organisations telles Attac, Amnesty, LDH et les syndicats dont la CGT est en cours d'élaboration. Aussi, nous vous engageons à nous faire parvenir les coordonnées de relais éventuels qui pourraient être, si cela est votre choix, des camarades de la CGT.**

Dans un contexte social très dégradé consécutif à des choix gouvernementaux et patronaux anti-sociaux, les membres de la CGT et des organisations militantes progressistes et plus largement la population doivent pouvoir exercer pleinement leurs droits notamment ceux de manifester, d'exercer des mandats publics et une activité syndicale, de s'exprimer librement et publiquement sans être fiché, inquiété, entravé et réprimé.

Face à la casse de notre système social solidaire, mener la bataille pour les libertés et les droits collectifs est une nécessité incontournable, notamment pour notre CGT, attachée à un syndicalisme de classe et de masse, seul à même d'obtenir un rapport de force pour gagner une véritable politique de transformation sociale.